

SPORT POPULAIRE CONTRE ÉLITISME OLYMPIQUE

Député SFIO du Nord depuis 1932, réélu en 1936, Léo Lagrange est nommé par Léon Blum sous-secrétaire d'Etat à l'Organisation des loisirs et des sports. Né avec le siècle, il est l'un des plus jeunes ministres du Front populaire et vient de l'aile gauche du parti. La Bataille socialiste, la tendance de Jean Longuet et Jean Zyromski, partisans de l'unité d'action avec les communistes. Dès son entrée en fonctions, Léo Lagrange se trouve sous le feu de la droite. L'Action française pourfend cette notion de loisirs, que les maurrassiens identifient au droit à la paresse, de Paul Lafargue. On cherche à avilir la nation française ! Léo Lagrange est pourtant un patriote irréprochable : il a devancé l'appel en 1917, au lendemain de son baccalauréat, et il a combattu jusqu'à la fin de la Grande Guerre. Avocat en 1922, il se met au service des mutilés aux blessures invisibles, les victimes des gaz de combat. Cette expérience n'est pas étrangère à sa conception du loisir, du droit de tous au plein air. En 1936, les deux conquêtes majeures des travailleurs, la semaine de 40 heures et les congés payés, donnent enfin aux ouvriers le temps des loisirs. Encore faut-il savoir où aller. Léo Lagrange soutient la création des auberges de jeunesse qui, dès l'été 1936, permettent à des milliers de jeunes ouvriers de partir sac au dos à la découverte de la France, en associant sport et culture. Cette organisation des loisirs vaut à Léo Lagrange une nouvelle accusation. Ce rouge a créé un Conseil supérieur de l'éducation physique et des sports, où il fait entrer des communistes ! Il veut encadrer la jeunesse... Il répond : « Il ne peut s'agir, dans un pays démocratique,

Sous-secrétaire d'Etat à l'Organisation des loisirs et des sports du gouvernement du Front populaire, **Léo Lagrange s'opposa à la participation de la France aux jeux Olympiques de Berlin.** Il soutenait une autre vision du sport, associée à la conquête des loisirs pour la classe ouvrière. **PAR GUY KONOPNICKI**

de caporaliser les distractions et les plaisirs des masses populaires et de transformer la joie habilement distribuée en moyen de ne pas penser. » Au contraire, Léo Lagrange conçoit le loisir sportif comme une composante de l'émancipation des travailleurs. Le communiste qu'il a fait entrer dans une instance consultative du sous-secrétariat d'Etat se nomme Auguste Delaune. Cet ouvrier métallurgiste pratique la course à pied dans un club ouvrier et s'est distingué plusieurs fois au cross de *l'Humanité*. Il a été l'artisan de la fusion, en 1934, de la Fédération sportive du travail, liée aux Jeunesses communistes, et de l'Union sportive et gymnique du travail, issue de la CGT « réformiste ». La Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), née de cette fusion, connaît un essor spectaculaire sous le Front populaire.



Albert Harlinque / Roger-Viollet

Le sport populaire s'oppose, depuis longtemps, aux conceptions développées par le fondateur des jeux Olympiques, Pierre de Coubertin. L'olympisme, selon le baron de Coubertin, doit valoriser les plus forts. Ses principes ne sont pas très éloignés de ceux du sport hippique, dont l'objectif est d'encourager et d'améliorer la race chevaline. Il s'agit donc d'encourager, d'améliorer les performances humaines, en produisant des champions olympiques, qui seront au prolétaire ce que le pur-sang est au cheval de labour. Bien avant l'apparition du sport ouvrier, Pierre de Coubertin affichait son mépris de l'« *éducation physique* », égalitaire, introduite à l'école sous la III^e République. Il s'opposait à l'éducation physique pour tous, lancée par l'ancien communalard Paschal Grousset, avec le soutien de Clemenceau. Rien à voir avec le grandiose projet de l'olympisme ! Réactionnaire en tous les domaines, Pierre de Coubertin se montra réticent à l'introduction d'épreuves féminines, « *de sous-olympiades femelles* », alors même que les Jeux étaient l'expression de la force virile. Colonialiste fervent, il reconnaissait une certaine force physique à des représentants des « *races*

LE DROIT AUX LOISIRS
Pour Léo Lagrange, sport et culture doivent devenir accessibles au plus grand nombre. Avec la semaine de 40 heures et les congés payés, le Front populaire donne aux masses un temps libre qu'elles ne connaissaient pas.

inférieures », mais il estimait que, pour participer aux Jeux, les « *indigènes* » devaient d'abord apprendre à marcher derrière les Blancs et à comprendre les codes des disciplines olympiques. Lesquelles étaient, bien sûr, les sports nobles. Il n'était pas question d'introduire des disciplines trop populaires comme le football.

Quand Coubertin regarde vers Berlin...

Lorsque Léo Lagrange entre dans le gouvernement Léon Blum, Pierre de Coubertin est toujours l'âme des jeux Olympiques, même si, en raison de son âge, il n'exerce plus qu'une fonction honorifique. Le CIO a élu Berlin ville olympique et, si ce choix date de 1931, quand l'Allemagne était une République parlementaire, il a été confirmé après l'accession d'Adolf Hitler au pouvoir. Pierre de Coubertin s'implique personnellement dans le maintien des JO à Berlin. Il ne cache d'ailleurs pas son admiration pour Adolf Hitler. Carl Diem, président du Comité olympique allemand, n'a-t-il pas fait allégeance au nouveau régime ? C'était le moins, le Führer a chaudement approuvé sa proposition >

> d'organiser pour la première fois dans l'histoire olympique une marche relais portant la flamme à travers l'Allemagne. Un beau rituel païen, orchestré et mis en scène par le Dr Goebbels. Au long de l'année 1936, de jeunes Allemands, revêtus de l'uniforme des Jeunesses hitlériennes, parcourent l'Allemagne en portant la flamme. Une véritable consécration pour Pierre de Coubertin. Le CIO, de son côté, ne boude pas son plaisir, il y a enfin un pays qui s'implique totalement dans l'organisation des Jeux... Le comité accepte donc l'apothéose de cette marche de la flamme, l'ouverture des JO par un défilé en bon ordre des Jeunesses hitlériennes, portant la flamme jusqu'à la vasque géante qui dominait le stade conçu par l'architecte préféré du Führer, Albert Speer.

... Lagrange plébiscite Barcelone

Léo Lagrange, avant même d'entrer au gouvernement, militait pour le boycott des JO de Berlin, en compagnie des quelques amis, dont les écrivains André Malraux et Jean Prévost. La FSGT s'était engagée dans la préparation de contre-Jeux prévus à Barcelone pour juillet 1936. L'organisation de ces Olympiades populaires avait été décidée avant la rébellion du général Franco, par le gouvernement de front populaire de la généralité de Catalogne. C'était une réplique à tout ce que le CIO avait accepté, du rituel nazi de la flamme aux exclusions de sportifs juifs et antifascistes allemands. Les sportifs exclus des Jeux de Berlin annonçaient leur participation aux compétitions de Barcelone et des dizaines d'organisations sportives populaires, dont la FSGT pour la France, se préparaient à y participer. En outre, alors que la Russie impériale avait participé aux JO à partir de 1908, le CIO refusait depuis 1917 tous pourparlers avec l'URSS. Celle-là avait donc décidé de participer aux contre-Jeux de Barcelone.

Le choix de Léo Lagrange ne souffrait aucune ambiguïté. Il proposa donc au gouvernement de boycotter les JO de Berlin, et même de sanctionner les fédérations sportives françaises qui passeraient outre. La



LÉO LAGRANGE pose la première pierre d'une auberge de jeunesse à Paris, le 28 décembre 1936. Après la chute du gouvernement Blum, en 1937, il deviendra président du Centre laïque des auberges de jeunesse et mettra ces infrastructures à disposition des Républicains espagnols.

France devait s'engager clairement en participant aux Olympiades de Barcelone. Devant les réticences des ministres les plus modérés, l'essentiel des ministres issus du Parti radical-socialiste, à l'exception de Pierre Cot, Léon Blum décida que l'on s'en remettrait à un vote des députés.

Léo Lagrange n'en préside pas moins, en personne, les épreuves préparatoires des Olympiades de Barcelone, organisées par la FSGT, au stade Pershing, le 4 juillet 1936. Le sous-secrétaire d'Etat se montre également aux côtés d'Auguste Delaune dans toutes les manifestations de soutien aux Olympiades, notamment à Garches, où Pierre Cot et André Malraux l'accompagnent. Le soutien officiel du gouvernement n'étant pas acquis, ces manifestations permettent de collecter des fonds pour financer les voyages et l'hébergement des sportifs. Cependant, Léo Lagrange espère encore obtenir des crédits.

Le 9 juillet 1936, la Chambre des députés débat de la présence française aux JO de Berlin, en l'absence d'une proposition formelle du gouvernement. Léon Blum ne peut prendre le risque d'être mis en minorité sur la question des jeux Olympiques.

Cette neutralité pour le moins inhabituelle de l'exécutif fait la joie de la droite. Léon Blum est traité de lâche, et les orateurs se succèdent pour appeler à soutenir les sportifs français, qui ont le courage d'affronter les Jeux en terre germanique. Léo Lagrange serre les dents, il ne peut défendre ses positions sans démissionner aussitôt du gouvernement. Depuis les bancs communistes, un député s'écrie : « *Aller à Berlin, c'est soutenir le régime nazi !* » Mais les principaux dirigeants communistes et socialistes se taisent, quand, du moins, ils sont présents en séance. Le groupe communiste donne, comme le groupe socialiste, une consigne d'abstention. La survie du gouvernement du Front

PARIS OLYMPIQUE : ARGENT, ÉLITISME ET SOCIALISME

Le Comité international olympique attribue à Paris le statut de ville digne d'accueillir les Jeux. Cette décision résulte d'une longue bataille menée par les deux maires socialistes de la capitale, Bertrand Delanoë et Anne Hidalgo. Le projet a été soutenu par François Hollande et Emmanuel Macron. La Mairie de Paris, gérée par les socialistes depuis 2001, fait donc en tous domaines le choix du sport élitiste. Elle a sacrifié le jardin des

serres d'Auteuil pour développer Roland-Garros, elle soutient le PSG et ses achats de footballeurs, et prépare avec ardeur les JO de Paris. L'opposition entre le sport populaire et le sport élitiste n'est qu'un lointain souvenir. Ce fut pourtant le combat d'un grand socialiste, Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat au sport du Front populaire, face au sulfureux baron Pierre de Coubertin, fondateur des jeux Olympiques. ■

POURQUOI
ON EN
PARLE ?



kevystone-france / gamma

"ALLER À BERLIN, C'EST SOUTENIR LE RÉGIME NAZI!" CRIE UN DÉPUTÉ COMMUNISTE. MAIS SON GROUPE DONNERA UNE CONSIGNE D'ABSTENTION.

populaire est en jeu. La droite, unanime, vote en faveur de la participation de la France aux jeux Olympiques de Berlin. Un seul député vote contre la participation de la France aux Jeux de Berlin, c'est un jeune radical, benjamin de la Chambre, Pierre Mendès France.

Pour sauver l'honneur, Léon Blum précise que le vote autorise les sportifs français à se rendre à Berlin, mais qu'ils ne seront accompagnés d'aucun représentant officiel de la France. Léo Lagrange est traité de déserteur dans la presse. Il ne lâche pas et persiste à soutenir la préparation de Barcelone. Mais il doit avaler une seconde couleuvre. Le gouvernement décide de n'accorder aucune subvention, aucune aide, aux délégations sportives qui doivent se rendre en Catalogne le 19 juillet. Qu'à cela ne tienne ! Avec les fonds collectés, l'aide de municipalités de gauche, et en payant de leur poche, les sportifs français gagnent Barcelone. Léo Lagrange les accompagne. L'ambiance est résolument internationaliste, on ne joue pas les

FÜHRER DE VAINCRE

La vision du sport, élitiste, raciste et eugéniste des nazis s'est parfaitement accordée aux convictions réactionnaires de Pierre de Coubertin, ici, au CIO, en 1936.



hymnes nationaux, les délégations se saluent en chantant ensemble *l'Internationale*.

Un événement inattendu retarde l'ouverture des Olympiades : une rébellion militaire, menée par le général Franco, a commencé le 17 juillet. Dans la nuit du 18 au 19, des coups de feu éclatent dans Barcelone. Les unités ralliées aux putschistes ne peuvent prendre le contrôle de Barcelone, où se forment aussitôt des milices populaires, en appui des régiments fidèles au gouvernement. Mais l'organisation des Olympiades est impossible, elles sont officiellement annulées le 23 juillet 1936. Le gouvernement français qui n'a pas financé le voyage aller assure tout de même le retour, en envoyant deux bateaux depuis Marseille.

Main tendue à Hitler

Les jeux Olympiques de Berlin s'ouvrent le 1^{er} août, selon le rituel établi par Adolf Hitler, avec l'approbation du CIO et de Pierre de Coubertin. Les Jeunesses hitlériennes ouvrent la cérémonie en défilant au pas de l'oie derrière le flambeau olympique. Le public debout fait le salut nazi lors de la montée du Führer à la tribune sur une musique de Wagner. Les jeunes nazis allument la flamme, comme ils avaient allumé les autodafés des livres maudits. La délégation française défile en saluant Hitler du bras levé. Salut olympique dira plus tard la version officielle. Pierre de Coubertin n'est pas présent, mais il envoie un discours enregistré pour l'ouverture et, pour la clôture, un message qui « remercie le peuple allemand et son chef ». Son Führer, en allemand dans le texte, acclamé par la foule.

Léo Lagrange ne recevra pas les médaillés français des JO. En dépit de la non-intervention française dans la guerre d'Espagne, il persiste à militer pour l'Espagne républicaine. Le Centre laïque des auberges de jeunesse, dont il devient président après la chute du gouvernement Blum, offre des gîtes aux volontaires en partance, puis des refuges aux républicains vaincus.

La guerre déclarée, en 1939, Léo Lagrange part au front volontairement. Il est tué par un éclat d'obus, le 9 juin 1940, à Evergnicourt, dans l'Aisne. Deux de ses compagnons dans le combat contre les JO de Berlin tomberont également au champ d'honneur. Le communiste Auguste Delaune, secrétaire général de la FSGT, revenu du front de 1940 avec la croix de guerre, organisateur de la Résistance dans l'Ouest, arrêté à Nantes par la police française qui le livre à la Gestapo, meurt sous la torture en septembre 1943. L'écrivain Jean Prévoost tombe au Vercors en 1944. Les jeux Olympiques ont survécu à l'infamie de 1936 en récrivant leur histoire. L'esprit olympique, celui de Pierre de Coubertin, triomphe. La recherche de la performance domine non seulement les JO, mais l'ensemble du sport professionnel. Des hormones de la RDA aux dopes occidentales, la fabrication du surhomme passe parfois les limites fixées par le CIO. Mais le sportif est devenu une marchandise, dont le prix dépasse celui du cheval de course. ■ G.K.